

LE TEMPS



3 minutes de lecture

◆ Environnement ◆
Climat

Matthias Bölke, président
de swisscleantech
Publié mardi 25 septembre
2018 à 19:52, modifié mardi
25 septembre 2018 à 19:54.

OPINION

© STR/KEYSTONE

La Suisse doit réduire les émissions de CO₂ en Suisse!

OPINION. La Suisse a tout avantage à être à la pointe dans la lutte contre les émissions de CO₂ sur son propre territoire, estime Matthias Bölke, président de Swisscleantech, association économique en faveur de la durabilité. Voici pourquoi

L'été 2018 nous le rappelle: de nouveaux records de température, la fonte accélérée des glaciers et des sécheresses provoquent des dommages économiques considérables. Il est temps de prendre des mesures efficaces contre le réchauffement. Pour respecter l'Accord de Paris sur le climat, il faut une action déterminée de chaque pays, en tenant compte des enjeux économiques. Car seule une économie forte peut prendre de l'avance sur la protection du climat. Avec la

révision de la loi sur le CO₂, la Suisse doit décider si elle entend avant tout acheter des certificats de réduction des émissions à l'étranger ou si elle préfère réduire sérieusement les émissions sur son territoire?

L'association économique Swisscleantech, voix de l'économie suisse engagée en faveur de la durabilité, forte de 250 entreprises membres, prend ici clairement position: la Suisse doit mettre en œuvre les réductions en Suisse même. Notre pays en tirera des avantages économiques évidents.

Favoriser l'innovation

Premièrement, un objectif intérieur ambitieux favorisera les innovations et les mesures d'efficacité. Les mesures de protection du climat génèrent dans le monde entier un marché en forte croissance pour des produits efficaces et de nouveaux services. Les produits suisses ont aujourd'hui une bonne réputation dans ce domaine, partout dans le monde. Ces produits dont le prix est plus élevé ne pourront s'imposer que grâce à leur avance technologique et leur réputation irréprochable.

Si nous nous fixions des objectifs intérieurs trop laxistes, nous risquerions de perdre ces deux atouts: l'avance technologique parce que l'innovation serait moins stimulée en Suisse, et notre réputation de pays qui défend un monde propre et durable. L'économie suisse doit donc se poser la question: serons-nous partie prenante de ce futur marché ou bien resterons-nous simples spectateurs, contraints de trouver des solutions à l'étranger? Notre réponse est claire: la Suisse doit saisir cette chance.

« «Si nous nous fixions des objectifs intérieurs trop laxistes, nous risquerions de perdre notre avance technologique et notre réputation» »

Deuxièmement, la Suisse dispose d'un potentiel économique important concernant la protection du climat. Actuellement, le parc immobilier est le premier émetteur de CO₂ avec environ 40% des émissions. Alors que de nombreux bâtiments neufs présentent déjà de faibles émissions de CO₂, il y a encore beaucoup à faire dans l'immobilier ancien. Les études le montrent clairement: si l'on tient correctement compte du cycle de vie des matières et des biens, une modernisation énergétique optimisée faisant appel à l'automatisation, à l'isolation et à un chauffage n'émettant pas de CO₂, par exemple une pompe à chaleur, est aujourd'hui rentable.

La modernisation de notre parc immobilier profiterait donc aussi bien aux propriétaires qu'à l'ensemble de l'économie. Il en va de même pour les transports, le deuxième émetteur de CO₂. L'amélioration des véhicules doit s'imposer, tout comme une meilleure régulation du trafic, la modernisation des transports publics et l'e-covoiturage.

Risque financier à l'étranger

Troisièmement, l'achat de réductions d'émissions à l'étranger est une opération incertaine. Assainir un bâtiment en Suisse a un effet durable et permet d'entretenir le parc immobilier suisse. Il en va différemment avec les compensations à l'étranger.

Chaque année, il faut racheter de nouveaux certificats qui attestent les réductions, frais qui s'ajoutent à une facture pétrolière inchangée.

Aujourd'hui, ces certificats sont bon marché. Mais tous les experts s'accordent: cela ne va pas durer. A l'avenir, de moins en moins de pays voudront vendre leurs réductions d'émissions – car ils les utiliseront eux-mêmes. En achetant des compensations à l'étranger, la Suisse s'expose donc à des risques financiers.

Conclusion: des mesures en Suisse stimulent l'innovation, minimisent les coûts et réduisent les risques. La vraie protection du climat commence en Suisse.
